

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège

Colomiers, le 12 juin 2025

DREAL Occitanie UID-31-09/ENV6

4 Avenue Didier Daurat CS 40331

31776 COLOMIERS CEDEX

[uid-31-09.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr](mailto:uid-31-09.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr)

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/06/2025

### **Contexte et constats**

publié sur **GÉORISQUES**

**SATYS SEALING PAINTING FRANCE**

Lieux-dits Bordeneuve et Clotasses

31 700 Cornebarrieu

Références : 2025/273

Code AIOT : 0006807332

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/06/2025 dans l'établissement SATYS Sealing Painting France implanté rue Jacques Grangette sur la commune de Cornebarrieu suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD) du 09/08/2024 (fonctionnement des recycleurs de solvants) établi à l'issue de l'inspection du 05/12/2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SATYS SEALING PAINTING FRANCE
- Lieux-dits Bordeneuve et Clotasses ZAC Aéroconstellation 31700 Cornebarrieu
- Code AIOT : 0006807332 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

Le site de SATYS SEALING & PAINTING FRANCE exploite, à proximité des usines Airbus Jean-Luc Lagardère, sur la commune de Cornebarrieu, trois hangars peinture, LS07, LS08 et LS09 dédiés respectivement à la peinture et ponctuellement à la maintenance des avions Long Range.

Les installations du site de SATYS sont régies par l'arrêté préfectoral du 23 mai 2016 qui a abrogé l'arrêté préfectoral du 10/06/2009, suite à la construction des deux hangars supplémentaires LS08 et LS09.

## 2) Constats :

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis les éléments suivants :

- Attestation formation RIA du 27/03/2025 permettant de clôturer le constat n°10 de l'inspection du 03/12/2023 ;
- Tableau de suivi mensuel des incidents/accidents ;
- Compte-rendus des exercices d'entraînement en situation d'urgence :
  - 17/04/2024: déversement de gasoil au niveau LS07
  - 30/09/2024: départ de feu dans le bâtiment général

- > Ces exercices n'ont pas relevé de soucis de fonctionnement ou d'organisation.
- > L'exploitant a indiqué prévoir pour le second semestre 2025 de nouveaux exercices d'entraînement.

- Contrôle des installations électriques :

LS07	LS08	LS09
Contrôle du 23/05/2024: 1 observation (récurrente)	Contrôle du 21/05/2024: 6 observation (dont 2 récurrentes)	Contrôle du 22/05/2024: 4 observations (dont 1 récurrente)
Q18: aucune remarque	Q18: aucune remarque	Q18: aucune remarque

L'exploitant a indiqué que pour 2025, les contrôles ne sont encore pas réalisés. Une commande a été passée avec l'organisme de contrôle et reste dans l'attente d'une planification.

L'inspection rappelle que les contrôles doivent être réalisés dans les délais réglementaires, à savoir au maximum dans l'année suivant le précédent contrôle.

L'inspection demande à avoir une copie de la commande passée et être informée de la date prévue pour ces contrôles. Ils devront être réalisés dans le mois de juin 2025.

A défaut, un APMD pourra être proposé par l'inspection.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU	Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article 3.2.1.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
2	MEILLEURE TECHNOLOGIE DISPONIBLE	Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article 4.8.	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale


**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :**

L'inspection de l'environnement note qu'un travail a été mis en place par l'exploitant depuis l'APMD du 09/08/2024 et que certaines actions restent encore à finaliser afin de lever les dernières non conformités restantes en lien avec le rapport d'inspection du 05/12/2023.

Un point à la rentrée de septembre 2025 devra être prévu avec l'inspection afin de vérifier si les travaux de mise en place du recycleur ont pu être réalisés et faire un bilan quant à l'établissement du Porter à Connaissance.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article 3.2.1.		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques      Ressource en eau		
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 05/12/2023</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue : 05/08/2024</li></ul>		
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite. Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.</p> <p>Ces dispositifs sont relevés au moins hebdomadairement.</p> <p>Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Réseau public AEP (Cornebarrieu) : 2000 m<sup>3</sup>/an</li></ul>		
<b>Constats :</b> <p>Lors de l'inspection du 05/12/2023, l'inspection avait constaté que la consommation annuelle dépassait significativement la consommation autorisée (2 000 m<sup>3</sup>/an).</p> <p>Un porter-à-connaissance est en cours d'élaboration et sera transmis courant septembre/octobre 2025.</p>		
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'inspection demande à l'exploitant de compléter son porter-à-connaissance (PàC) avec une étude approfondie de ses besoins en consommation en eau.</p> <p>De plus, ce PàC devra aussi prendre en compte la mise à jour de la nomenclature des ICPE depuis l'autorisation du 23/05/2016 ainsi qu'un bilan de ses activités selon les seuils associés pour chaque rubrique.</p>		
<b>Respect de la prescription :</b> 		
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites		
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant		
<b>Proposition de délais :</b> 3      Mois		

## N° 2 : MEILLEURE TECHNOLOGIE DISPONIBLE

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article 4.8.

**Thème(s) :** Risques chroniques      Solvants

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- Lors de la visite d'inspection du 05/12/2023
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription
- Date d'échéance qui a été retenue : 11/06/2025

**Prescription contrôlée :**

60% des solvants de purge utilisés pour nettoyer les pistolets ou les lignes de pulvérisation du revêtement sont réutilisés.

**Constats :**

Pour rappel, lors de l'inspection du 05/12/2023, l'inspection avait constaté que le recyclage des solvants de purge utilisés pour nettoyer les pistolets ou les lignes de pulvérisation du revêtement n'était pas effectif.

Une mise en demeure avait été prise par la suite: APMD du 09/08/2024 concernant les prescriptions de l'article 4.8 et du chapitre 1.5 de l'Arrêté Préfectoral du 23/05/2016.

En amont de l'inspection, des échanges ont eu lieu avec l'exploitant concernant la commande d'un nouveau recycleur pour la ligne LS07.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir reçu le matériel le 26/05/2025. Lors de la livraison, une partie de la commande n'a pas été livrée (pièces pour l'automatisation du recycleur).

L'exploitant a indiqué être en cours d'échange avec le fournisseur pour recevoir la pièce manquante et déterminer les causes de cette erreur de livraison.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de tout mettre en œuvre pour régulariser cette erreur de commande/livraison et d'être tenue informée des dates prochaines de livraison et d'installation.

À réception et mise en place du matériel, l'exploitant devra transmettre tout élément justificatif :

- compte rendu d'installation avec test effectué pour vérifier le taux de recyclage des solvants ;
- photo de l'installation.

L'exploitant a indiqué avoir effectué une formation quant à l'utilisation du matériel. Il conviendra de transmettre à l'inspection les attestations de formation du personnel.

S'agissant du non-respect d'une mesure de mise en demeure prononcée par l'autorité administrative en application de l'article L. 171-8, constituant un délit, le procureur pourra être informé si la preuve de l'installation du recycleur n'est pas transmise dans les plus brefs délais.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 Mois